

Unité Interdépartementale 25-70-90

Besançon, le 06/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



Air Liquide France Industrie

1 rue de l'Usine

25400 EXINCOURT

Références : UID257090/SPR/LL/BM 2022 - 0810B

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/06/2022 dans l'établissement Air Liquide France Industrie implanté 1 rue de l'Usine 25400 EXINCOURT. L'inspection a été annoncée le 03/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Air Liquide France Industrie
- 1 rue de l'Usine 25400 EXINCOURT
- Code AIOT dans GUN : 0005900283
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'ensemble du site a été contrôlé.

Les activités historiques suivantes ont été exercées au droit du site :

- 19^e siècle : concession des mines de fer d'Exincourt, le site est implanté au droit des anciennes galeries minières, les études menées par GEODERIS, pour la DREAL sont actuellement en cours de mise à jour, et impactent le PLU d'Exincourt en conséquence directe,
- 20^e siècle : depuis 1912, AIR LIQUIDE puis ALFI, fabrication, transvasement, conditionnement et stockage de gaz, site ICPE classé Seveso seuil bas jusqu'en 2017, canalisation directe entre PSA (Sochaux-Exincourt) de 1967 à 2002, par voie ferrée auparavant,
- Site Répertoire BASIAS FRC2505216, pour production de gaz,
- Réglementation actuelle : AP d'autorisation du 7 août 1967, AP complémentaires d'autorisation n° 2004- 0403 01257 du 4 mars 2004, n° 25-2017-02-13-021 du 13/02/2017 et du 11/04/2012, relatifs au

stockage d'acétylène, porter à connaissance par ALFI du 12/06/2019 relatif à la réduction des quantités stockées et passage au seuil déclaratif.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Cessation d'activité
- Mise en sécurité du site

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Déchets et Produits – Stockage et quantités	Code de l'environnement du 02/05/2013, article R.512-39-1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Dossier de cessation d'activités	Code de l'environnement du 02/05/2013, article R.512-39-1	/	Sans objet
Accès – État général du site	Code de l'environnement du 02/05/2013, article R.512-39-1	/	Sans objet
Risque d'incendie et d'explosion	Code de l'environnement du 02/05/2013, article R.512-39-1	/	Sans objet
Surveillance des effets de l'installation sur l'environnement	Code de l'environnement du 02/05/2013, article R.512-39-1	/	Sans objet
Usage futur	Code de l'environnement du 13/04/2010, article R.512-39-2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite du site réalisée a permis de constater que l'activité industrielle est terminée et que les ateliers sont désaffectés. Les bureaux sont occupés pour une présence administrative et commerciale limitée, et pour le gardiennage.

Aujourd'hui, les activités de stockage des bouteilles de gaz (acétylène, ammoniac, d'oxygène gazeux, hydrogène, propane et propylène) sont à l'arrêt, les substances dangereuses ont été évacuées et aucun équipement de production n'est présent sur site.

Trois cuves FOD enterrées, inertées à la connaissance de l'exploitant, sont encore présentes sur site. Le site est également équipé d'une cuve aérienne de gasoil, elle sera à vider et à évacuer au départ définitif de l'exploitant actuel. Les produits stockés susceptibles de générer des risques d'incendie ou d'explosion ont été évacués du site. Le site est clôturé et surveillé et les anciens bâtiments de production sont fermés.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Dossier de cessation d'activités

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/05/2013, article R.512-39-1
Thème(s) : Risques chroniques, cessation d'activité
Prescription contrôlée : I. Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt au moins trois mois avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois pour les installations visées à l'article R.512-35.
Constats : Sur l'aspect documentaire, la notification a bien été reçue le 17/05/2021 dans les formes attendues.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Accès – État général du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/05/2013, article R.512-39-1
Thème(s) : Risques chroniques, mise en sécurité
Prescription contrôlée : II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment : 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site...
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que : Le site est clôturé de façon efficace et un système d'alarme intrusion existe. Les bâtiments sont fermés à clé dans leur ensemble mais certaines portes n'étaient pas fermées lors de la visite. Le bâti n'est pas vétuste. Il n'a pas été constaté de risques de chute de murs ou de toiture. L'exploitant s'assurera de la fermeture de toutes les portes et accès dans les plus brefs délais. L'exploitant pourra mettre en place de façon plus visible les panneaux interdisant l'accès au site.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déchets et Produits – Stockage et quantités

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/05/2013, article R.512-39-1
Thème(s) : Risques chroniques, mise en sécurité
Prescription contrôlée : II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment : 1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents sur le site ;
Constats : L'examen documentaire n'appelle pas de remarque de l'inspection (BSD...). Lors de l'inspection sur le terrain, il n'a pas été constaté d'incohérence des mesures prévues par l'exploitant avec les observations de terrain. A l'exception des points suivants (cf. photos), les déchets ont été évacués et le site est propre. Il n'y a plus de déchets dangereux ou d'incompatibilité de stockage. - une cuve aérienne de stockage de gazole vide n'a pas été évacuée - un stock d'extincteurs désaffectés est encore présent - quelques palettes bois sont restées à l'extérieur. L'exploitant devra transmettre à l'Inspection sous 30 jours les éléments justificatifs de l'évacuation et du traitement de ces points (BSD, photos...). Trois cuves FOD enterrées, inertées à la connaissance de l'exploitant, sont encore présentes sur site. Le site est également équipé d'une cuve aérienne de gasoil, elle sera à vider et à évacuer. Un transformateur est présent sur site, propriété de l'exploitant, datant de 1996. L'analyse de l'huile a été réalisée (2007 par France Transfo) et la teneur en PCB est inférieure au seuil de détection. Une rétention est présente et protégé contre les intrusions (local fermé doublé d'une cage)
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Risque d'incendie et d'explosion

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/05/2013, article R.512-39-1
Thème(s) : Risques chroniques, mise en sécurité
Prescription contrôlée : II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment : 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion
Constats : Lors de l'inspection, il n'a pas été constaté de stocks de matières combustibles ou inflammables. L'alimentation en gaz a été arrêtée. L'électricité est encore en service pour alimenter le bâtiment gardiennage ainsi que le système de détection incendie.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance des effets de l'installation sur l'environnement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/05/2013, article R.512-39-1
Thème(s) : Risques chroniques, mise en sécurité
Prescription contrôlée : II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment : 4° La surveillance des effets de l'installation sur l'environnement III. En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 [...]
Constats : Le site ne présente pas de risque particulier, notamment du fait du process industriel et des matières mises en oeuvre (Centre de conditionnement de gaz et fabrication d'acétylène). Le site est situé en centre ville, de façon accolée à des zones résidentielles. L'ensemble de la surface du site est imperméabilisée et les eaux de ruissellement sont collectées et traitées via un séparateur d'hydrocarbures. A titre d'information, le site est concerné par des aléas miniers.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Usage futur

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/04/2010, article R.512-39-2
Thème(s) : Risques chroniques, usage futur
Prescription contrôlée : I. Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage sont libérés et que l'état dans lequel doit être remis le site n'est pas déterminé par l'arrêté d'autorisation, le ou les types d'usage à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article. II. Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.
Constats : L'exploitant a bien transmis une proposition d'usage futur (industrielle) au Maire ainsi qu'en copie au Préfet. A ce jour, la Mairie a demandé à ce qu'un usage différent soit pris en compte. L'exploitant adapte son plan de gestion et de nouveaux échanges avec la Mairie sont programmés. Lors de la visite, il a été constaté que les terrains sont libres d'activité.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

ANNEXE : PLANCHE PHOTOGRAPHIQUE



Présence d'une cuve aérienne de gazole à faire évacuer



Stock d'extincteurs en attente d'évacuation



Locaux industriels vidés



Locaux industriels vidés



Transformateur, sur rétention et accès limité



Périmètre du site